

Une newsletter à l'usage de tous

Elle sera lancée à l'automne pour compléter la publication du Journaliste entre deux parutions. Cette newsletter est destinée à se faire plus régulièrement l'écho des actions du SNJ et de ses sections.

Il y a *Le Journaliste* qui reste la mémoire de notre syndicat et paraît normalement tous les trois mois. Mais, entre deux publications, de l'eau coule sous les ponts. Ce qui peut amener à ne pas commander certains sujets ou à ce qu'ils soient un peu datés au moment de la parution. Un accord important signé, une grève, un bras de fer avec un employeur, des élections réussies, une manifestation à laquelle le SNJ a pris part... toutes ces actions méritent un écho, rapidement qui plus est. Le syndicat lance donc cet automne la Lettre du Journaliste dont le rythme de publication répondra à la fois à l'actualité et à l'envoi de vos nombreuses contributions, à n'en pas douter. Le format est assez simple : un article principal de 2 000 à 2 500 signes avec photo, au moins deux brèves de 1 000 signes chacune, avec ou sans photo, et un agenda militant.

Le trimestriel demeure

Vous avez une info? Une prise de position? Votre section envoie un communiqué? Vous menez une action? Avant même que l'on vienne vous solliciter, ayez désormais le réflexe d'en faire un petit papier — avec photo, quitte à être imaginaire — ou une brève pour lui donner une plus large diffusion par ce biais. Une seule adresse pour tout cela: lejournaliste@snj.fr.

Bien évidemment, pas question que notre trimestriel disparaisse à cette occasion. Sa publication reprendra pour une part ce que la newsletter a diffusé. S'y ajouteront également des sujets propres un peu plus en marge de l'actualité ou plus longs à traiter. Qu'il s'agisse de portraits de militants ou d'interviews de nos délégués ou d'experts reconnus sur notre champ d'intervention. Ce nouvel outil de communication est à la fois le nôtre et le vôtre. Sans la contribution de chacun et l'envie de faire partager et de populariser nos combats, il ne fonctionnera pas.

Alexandre BUISINE

LA lettre du
journaliste
Organe du Syndicat national des journalistes

SNJ
Membre fondateur de
Union syndicale
Solidaires
FIP IFJ
FJF

Au Progrès, une grève historique

Le 7 avril, 86,5% des journalistes hors encadrants ont cessé le travail sur les départements de l'Ain, du Rhône et du Jura.

Cela faisait plus de vingt ans que les journalistes du Progrès n'avaient pas fait grève. C'était pour les 35 heures. Il y avait bien eu quelques soubresauts entretemps mais rien qui n'ait autant mobilisé la rédaction, signe d'un réel ras-le-bol. Une mobilisation historique, ont résumé les médias.



A trop tirer sur la corde...

Les journalistes n'ont jamais compté voulu compter leurs heures. « Quand on est journaliste, on l'est 24 heures sur 24 », entend-on souvent. Cela se comprend de moins en moins au Progrès. Car avec les tâches qui se sont empilées au point d'avoir l'impression de devoir s'ingurgiter tous les jours un énorme millefeuille, les heures s'accumulent vers l'infini, et au-delà ! Avec des amplitudes horaires parfois énormes et l'apparition d'horaires atypiques pour gérer le web H18. Sans pour autant que

Des économies drastiques faites sur le dos des salariés sous prétexte de l'introduction du web considéré moins chronophage. Quelle blague ! Mais Philippe Carli, grand patron du groupe Ebra, le pôle presse du Crédit Mutuel, avait décrété : « Il faut des plus jeunes, plus geek et moins cher », alors il fallait le suivre, pousser les plus anciens vers la sortie et embaucher des jeunes à pouvoir exploiter à moindre coût. Quel projet ! Faire toujours plus avec moins de salariés mais aussi sans « carotte salariale ». Car à l'image des effectifs,

Mais à trop tirer sur la corde...

La conscience professionnelle ne fait pas manger. Au Progrès, les jeunes se sont d'ailleurs mobilisés massivement : il faut dire qu'avec un écart se réduisant comme neige au soleil entre le smic et les premiers indices de journalistes, il y a de quoi en avoir gros... Résultat : plus de 85% de grévistes se sont mobilisés « pour dénoncer les conditions de travail, les effectifs en baisses et des salaires pas à la hauteur de l'investissement depuis si longtemps, une reconnaissance